



Assemblée générale Conseil de sécurité

UN LIBRARY

APR 27 1983

UN/SA COLLECTION

Distr.  
GENERALE

A/37/802  
S/15722 ✓  
22 avril 1983  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE  
Trente-septième session  
Point 37 de l'ordre du jour  
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SECURITE  
Trente-huitième année

Lettre datée du 19 avril 1983, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de la Turquie auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte d'une lettre datée du 19 avril 1983 que vous adresse M. Nail Atalay, représentant de l'Etat fédéré turc de Kibris.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette lettre comme document de la trente-septième session de l'Assemblée générale, au titre du point 37 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) A. Coskun KIRCA

ANNEXE

Lettre datée du 19 avril 1983 adressée au  
Secrétaire général par M. Nail Atalay

J'ai l'honneur de me référer à la lettre datée du 22 mars 1983 (A/37/795-S/15652), émanant du représentant chypriote grec, où l'on trouve des assertions et protestations élevées contre la décision prise par l'Etat fédéré turc de Kibris de délivrer des "titres de propriété définitifs" à ses concitoyens pouvant s'en prévaloir en vertu de la loi sur la réinstallation et l'attribution de terres et de biens de valeur équivalente, et d'appeler votre aimable attention sur le texte de ma précédente lettre sur ce sujet, datée du 22 février 1983 (A/37/793-S/15520); je rappelle à cet égard les faits suivants :

Les "titres de propriété définitifs" sont délivrés aux citoyens qui remplissent les conditions requises afin de résoudre les difficultés sociales et économiques qu'affronte la population chypriote turque réinstallée dans le Nord, où, chassée de ses foyers, elle est venue chercher la liberté et la sécurité après avoir été pendant 11 ans soumise à un traitement barbare par les Grecs : de 1963 à 1974, près de la moitié de la population chypriote turque, qui vivait dans le sud, devait chaque jour affronter la mort, l'arrestation, des humiliations et des violences, victime d'innombrables incidents qu'a relatés la presse, comme les tragiques événements qui se sont produits à Aloa, Maratha, Sandallari, Tokhni et dans d'autres lieux.

Dans le village chypriote méridional de Tokhni, par exemple, la Garde nationale chypriote grecque a anéanti d'un seul coup toute la population masculine : le 14 août 1974, elle a arrêté 73 hommes, les a enfermés pendant la nuit dans une école locale et les a emmenés le lendemain dans deux autobus sous escorte militaire. Les familles des victimes ne les ont jamais revus (faits rapportés dans le Times de Londres, le 20 juin 1977). Dans d'autres villages, comme Aloa, Maratha, Sandallari, les fosses communes sont aujourd'hui les seuls témoins du sort réservé à la plupart de leurs habitants. Incapables de forcer les barrages routiers et les cordons mis en place par la Garde nationale chypriote grecque, les survivants ont été contraints de rester de se soumettre à leur cruel destin.

En vertu de l'Exchange of population Agreement (Accord sur l'échange de populations) conclu en 1975 et appliqué sous le contrôle de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, les survivants de ces villages et 65 000 autres réfugiés, dans la même situation, ont afflué vers le nord, contraints d'abandonner leurs terres ancestrales et de s'exiler plutôt que d'être soumis à la sujétion. C'est ainsi que tous les Chypriotes turcs se sont rassemblés à l'intérieur des frontières de l'Etat fédéré turc de Kibris, sur le territoire duquel les nouveaux venus, qui représentent la moitié de la population, ont dû être réinstallés.

Ils se sont vu délivrer des certificats provisoires en vertu de l'Accord sur l'échange de populations passé entre les dirigeants des deux communautés. Ces

certificats provisoires ont été depuis transformés en "certificats de possession définitifs" afin de parachever le processus de réinstallation, conformément à l'accord intercommunautaire au sommet de 1979.

Cette mesure ne porte en rien atteinte au droit de toute personne pouvant prétendre accéder à la propriété dans des conditions égales dans le sud ou recevoir une réparation pécuniaire intégrale, qui sera un des sujets abordés lors des entretiens intercommunautaires.

Il convient également de souligner que la décision prise par l'Etat fédéré turc de Kibris ne préjuge pas de la solution politique finale qui sera apportée à la question de Chypre dans le cadre desdits entretiens.

De toute évidence, les protestations et la propagande auxquelles ont recours les Chypriotes grecs sur cette question tendent essentiellement à cacher leur volonté d'empêcher l'instauration d'une république fédérale de Chypre bizonale. Ils délivrent des titres de propriété à leurs propres concitoyens autorisant ceux-ci à s'installer dans des maisons bâties sur des terrains appartenant à des Chypriotes turcs dans le sud de l'île et y acquièrent par la contrainte des biens turcs sans verser d'indemnité à leurs propriétaires chypriotes turcs, tandis que certains hommes politiques chypriotes grecs, soi-disant "Société des réfugiés chypriotes grecs", s'indignent de la mesure prise par les Chypriotes turcs.

L'Etat fédéré turc de Kibris a été installé dans le Nord à la suite d'un référendum légalement organisé auprès de la population chypriote turc. A ma lettre datée du 22 février 1983, était jointe une déclaration de M. Zaim Necatigil, procureur général de l'Etat fédéré turc de Kibris, dans laquelle étaient retracés les événements qui avaient conduit à la situation actuelle, que je tiens à rappeler :

La Constitution de 1960 a été appliquée par deux administrateurs autonomes, celle des Chypriotes grecs au Sud et celle des Chypriotes turcs au Nord. Cet état de fait a été reconnu dans la Déclaration de Genève en date du 30 juillet 1974, publiée conjointement au nom des Gouvernements grec et turc et du Royaume-Uni : les Chypriotes turcs peuvent légitimement exercer une part de la souveraineté dans la République de Chypre.

Les droits et le statut que cette association garantit aux Chypriotes turcs ont été contestés et déniés au nom d'une "cause nationale", celle de l'union de Chypre avec la Grèce. Les Chypriotes turcs s'administrent eux-mêmes depuis 1963, conformément aux droits que leur confère l'association définie dans la Constitution de 1960.

Après avoir été expulsés par la force des armes du "Gouvernement de la République de Chypre" par la partie chypriote grecque, ils ont mis en place en 1967 l'Administration turque provisoire de Chypre, qui est devenue par la suite l'Administration turque autonome de Chypre.

En 1974, la Turquie est intervenue à Chypre en vertu de ses droits et obligations conformément à l'article 4 du Traité de garantie, moment où les violations répétées et constantes commises par la partie grecque du Traité de garantie à compter de la fin de 1963 jusqu'au coup d'Etat du 15 juillet 1974 et les événements qui l'ont suivi, ont bouleversé l'état de fait créé par les dispositions fondamentales de la Constitution. L'article 181 de ladite constitution prévoit que le Traité garantissant l'indépendance, l'intégrité territoriale et la Constitution de la République "aura force constitutionnelle".

En 1975, l'Administration turque autonome de Chypre s'est dotée d'une constitution et a adopté le titre d'Etat fédéré turc de Kibris, sans exclure pour autant la possibilité de renouer le dialogue en vue de rétablir un système d'association intercommunautaire.

Le Procureur général faisait valoir dans sa déclaration qu'en vertu du droit international, les événements qui avaient eu lieu dans le Nord ne sauraient être passés sous silence et qu'en vertu du droit international, la responsabilité des actes administratifs de l'Etat fédéré turc de Kibris ne saurait être rejetée sur la Turquie, comme l'avait soutenu la partie chypriote grecque.

Il est essentiel d'accepter les faits tels qu'ils sont : la partie chypriote grecque tente de saper les fondements d'une république de Chypre reposant sur une association bicommunautaire, et l'administration chypriote grecque installée dans le Sud n'est en aucune manière habilitée à s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Etat fédéré turc de Kibris installé dans le Nord.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de la trente-septième session de l'Assemblée générale, au titre du point 37 de l'ordre du jour et du Conseil de sécurité.

Le représentant de l'Etat  
fédéré turc de Kibris,

(Signé) Nail ATALAY

-----